

Professeur Gabriel OBERMANN (WU Vienna, Autriche)

Mesdames et messieurs,

A la fin d'une journée de conférence très intéressante, je souhaite partager avec vous certaines réflexions. Après la présentation des travaux des chercheurs et de leurs publications, nous avons assisté à trois tables rondes intéressantes qui ont mis en lumière un certain nombre de problématiques. Les tables rondes ont permis des discussions vivantes avec plusieurs interventions intéressantes émanant d'acteurs variés. Je ne vais pas ici faire un résumé de ce qui s'est dit, car je pense que nous y reviendrons dans certaines instances du CIRIEC.

Je souhaite néanmoins revenir sur quelques points d'ordre académique ou pratique relatifs aux entreprises publiques. Rappelons en préambule que nos études internationales ont impliqué plusieurs experts et dirigeants d'entreprise. Ces points sont les suivants :

- Il existe encore une variété considérable d'entreprises publiques, qu'elles soient de taille nationale, internationale, mais aussi régionale et locale. La plupart sont actives, avec succès, dans le secteur des infrastructures et des services publics.
- Il existe des différences dans les formes de gouvernance des entreprises publiques et dans leur gestion institutionnelle (à savoir dans la nature des liens entre elles et les gouvernements). Les études sont instructives, car elles ont mis en lumière les diversités, résultats des cultures politiques des pays.
- Les entreprises publiques agissent efficacement et s'orientent en fonction des besoins des citoyens. Les exigences des usagers vis-à-vis du service public sont élevées, mais ceux-ci sont globalement plutôt satisfaits par le service rendu.
- Les entreprises publiques se sont adaptées à tous les changements, qu'ils soient légaux, économiques ou technologiques notamment. Elles ont également surmonté la crise systémique de 2008. Cela témoigne de leur flexibilité et de leur adaptabilité remarquable sur le long terme.

Il n'est pas possible de savoir combien il y aura d'entreprises publiques dans dix ou vingt ans, mais il est certain qu'à côté de certaines grandes entreprises publiques, de nombreuses entreprises publiques régionales et locales de taille moyenne continueront à assurer des missions de service public (en ce compris les services sociaux).

Il est de notre devoir à tous de soutenir ces entreprises qui assurent de telles missions de service public pour qu'elles s'affirment davantage dans leurs marchés respectifs. Afin qu'elles puissent faire face aux défis de demain, il faudra leur assurer un cadre réglementaire, économique et politico-institutionnel leur permettant de se développer. C'est une exigence qui doit être impulsée par le politique.

Le CIRIEC et ses commissions scientifiques voient leurs responsabilités confortées par ces développements. Certains thèmes évoqués au cours de la conférence nous mobiliseront dans les années à venir. A titre d'illustration, il conviendra d'approfondir nos recherches au niveau :

- des formes alternatives de gouvernance et des modèles organisationnels testés pour remplir adéquatement les missions de service public dans des secteurs et marchés où les entreprises publiques sont en concurrence directe avec les opérateurs privés ;
- de l'évaluation des conséquences macroéconomiques, sociales et sociétales des réformes en cours au niveau de l'organisation et de la gestion des entreprises publiques ;
- les coûts de ces réformes et transformations réglementaires pour les économies nationales, car il ne faut pas oublier que les réformes nécessitent des ressources ;
- de la qualité du management dans les services publics.

Le CIRIEC et ses instances en ont pris le chemin quand ils ont décidé de ne pas s'intéresser uniquement à l'Europe dans leurs études, mais aussi aux autres continents. Le CIRIEC constitue ainsi un réseau scientifique qui cherche à devenir un réseau mondial.

La discussion du jour montre que les *best practices* peuvent être trouvées partout dans le monde, sur tous les continents, et ce alors que la question des entreprises publiques est disparate au vu des divers contextes géographiques, économiques, culturels, politiques, sociaux et sociétaux.

La conférence d'aujourd'hui conforte l'existence et la légitimité du réseau mondial du CIRIEC qui s'appuie non seulement sur ses sections nationales, mais aussi sur son réseau scientifique international et multidisciplinaire. En tant qu'ancien Président de la commission scientifique, je me félicite que cette conférence – hébergée et co-organisée avec deux ministères français – ait été le cadre d'une émulation scientifique crédible. Une fois de plus, nous avons pu apprendre empiriquement les uns des autres et réfléchir ensemble sur le rôle des entreprises publiques ou celles contrôlées/régulées par les pouvoirs publics, leurs forces mais aussi les problèmes qu'elles rencontrent pour fournir des services publics. C'est par la confrontation et la discussion critique entre chercheurs et praticiens/managers que nous pouvons reconnaître et appréhender à temps les défis qui nous attendent, tout en construisant des bases et approches solides, nécessaires pour rencontrer les nouveaux besoins, s'adapter aux innovations sociétales et développer ensemble les stratégies de développement qui s'imposent.

Nous remercions les deux ministères français et le CIRIEC-France pour leurs contributions respectives à l'accueil et à l'organisation de cette conférence ici à Paris-Bercy – c'est pour nous une grande reconnaissance du travail accompli – et pour leurs interventions au cours de celle-ci. Nous remercions également les intervenants aux tables rondes et l'assistance. Merci à tous pour l'intérêt porté à l'entreprise publique.